

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE

Société Coopérative à capital variable. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances.
775.665.615 RCS PARIS.

Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 008 015.
Siège Social : 26, quai de la Rapée - 75012 PARIS.

AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les Sociétaires sont convoqués en assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire, mercredi 25 mars 2026 à 10 heures 30, à l'Académie Fratellini, 1-9 Rue des Cheminots, (93210) SAINT-DENIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Rapports de gestion et de gouvernement d'entreprise.
- Rapport de MM. les Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels.
- Rapport de MM. les Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.
- Renouvellement partiel du conseil d'administration.
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Quitus aux Administrateurs.
- Affectation des résultats de l'exercice 2025, fixation de l'intérêt aux parts et du dividende aux certificats coopératifs d'investissement et aux certificats coopératifs d'associés.
- Paiement de l'intérêt aux parts et du dividende aux certificats coopératifs d'investissement et aux certificats coopératifs d'associés.
- Constatation de la variation du capital social.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Quitus aux Administrateurs.
- Approbation des comptes globalisés Caisses Régionales/Caisses Locales de l'exercice clos au 31 décembre 2025.
- Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.
- Approbation des conventions et opérations visées par l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce.
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les certificats coopératifs d'investissement.
- Fixation du montant de la somme globale à allouer au financement des indemnités compensatrices de temps passé des administrateurs au titre de l'exercice 2026 en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée.
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux personnels identifiés, à savoir le Directeur Général, les membres permanents du Comité de direction et les responsables des fonctions de contrôle de la Caisse Régionale en application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier.
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de certificats coopératifs d'investissement.

ooooooo

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'administratrice de Madame Arlette PATIN, pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2028.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'administratrice de Madame Alexandra LOISELET, pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2028.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Nicolas SAINTE-BEUVE, pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2028.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe DELALANDE, pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2028.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Raphael MERVOYER, pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2028.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, régulièrement convoquée et constituée, après avoir entendu le rapport de gestion incluant le rapport de durabilité, le rapport sur le gouvernement d'entreprise et les rapports des Commissaires aux Comptes :

- Approuve le rapport de gestion du Conseil d'administration, et le Bilan et le Compte de résultat de l'exercice 2025 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.
Lesdits comptes se soldent par un bénéfice de **240 139 715,41 euros**.
- Donne quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'année écoulée.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de distribuer :

- A chaque Part Sociale (PS) de 4 euros, un intérêt à un taux fixé à **5,36%** du montant nominal des parts, qui sera mis au paiement à compter du **06 mai 2026**.
- A chaque Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) un dividende de **2,59 euros** qui sera mis au paiement à compter du **06 mai 2026**.

- A chaque Certificat Coopératif d'Associés (CCA) un dividende de **2,59 euros**, qui sera mis au paiement à compter du **06 mai 2026**.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuve l'affectation du résultat distribuable de l'exercice 2025 correspondant au résultat net social de **240 139 715,41 euros**, telle qu'elle lui est proposée par le Conseil d'Administration.

Elle constate par ailleurs le report à nouveau créditeur au bilan du 31 décembre 2025 pour **246 317,76 euros**.

Elle décide, en conséquence, de distribuer les résultats comme suit :

- de verser **4 046 431,87 euros** au titre de l'intérêt à payer aux parts sociales, calculé *pro rata temporis*, correspondant à un taux fixé à **5,36%** du montant nominal des parts. Cet intérêt sera payable à partir du **06 mai 2026**.
- De verser **20 818 262,01 euros**, au titre du dividende à verser aux certificats coopératifs d'investissement, représentant un dividende de **2,59 euros** pour chacun des **8 037 939** certificats, d'une valeur nominale de 4 euros. Le dividende sera payable à partir du **06 mai 2026**.
- De verser **2 399 803,35 euros**, au titre du dividende à verser aux certificats coopératifs d'associés, représentant un dividende de **2,59 euros** pour chacun des **926 565** certificats, d'une valeur nominale de 4 euros. Le dividende sera payable à partir du **06 mai 2026**.

Lors de la mise en paiement des dividendes si la Caisse Régionale détient certains de ces certificats, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces certificats auto-détenus sera affecté au report à nouveau.

Les sommes distribuées, intérêts aux parts et dividendes, sont éligibles à l'abattement de 40%, conformément aux dispositions de l'article 158 du Code général des impôts.

Elle décide également :

- D'affecter 75% du solde des bénéfices à la réserve légale, soit une somme de **159 841 151,96 euros**.
- De verser la somme de **53 280 383,98 euros** à la réserve facultative.

Les montants des distributions effectuées au titre des trois exercices précédents sont les suivants:

. Intérêts aux parts :

2022	2 069 150,60 euros au taux de 2,75%
2023	2 859 189,92 euros au taux de 3,80%
2024	3 611 606,78 euros au taux de 4,80%

. Certificats coopératifs d'investissement :

A titre de l'exercice	TOTAL DES SOMMES EN EUROS	NOMBRE DE CERTIFICATS	DIVIDENDE HORS FISCALITE
2022	25 088 674,75	8 225 795	3,05
2023	23 930 918,57	8 167 549	2,93

2024	20 942 683,02	8 117 319	2,58
------	---------------	-----------	------

. Certificats coopératifs d'associés :

A titre de l'exercice	TOTAL DES SOMMES EN EUROS	NOMBRE DE CERTIFICATS	DIVIDENDE HORS FISCALITE
2022	2 826 023,25	926 565	3,05
2023	2 714 835,45	926 565	2,93
2024	2 390 537,70	926 565	2,58

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que le capital social de la Caisse Régionale s'élève au 31 décembre 2025 à **111 351 148 euros** contre **111 417 344 euros** à l'issue de l'exercice précédent, d'où une diminution de **66 196 euros**.

Le capital social de la Caisse régionale se décompose de la manière suivante :

- **75 493 132 euros** correspondant aux **18 873 283 parts sociales** d'une valeur nominale de 4 euros.
- **32 151 756 euros** correspondant aux **8 037 939 certificats coopératifs d'investissement** d'une valeur nominale de 4 euros.
- **3 706 260 euros** correspondant aux **926 565 certificats coopératifs d'associés** d'une valeur nominale de 4 euros.

L'Assemblée Générale approuve le remboursement de parts opéré au cours de l'exercice.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, régulièrement convoquée et constituée, après avoir entendu le rapport de gestion incluant le rapport de durabilité, le rapport sur le gouvernement d'entreprise et les rapports des Commissaires aux Comptes :

- Approuve le bilan et le compte de résultat consolidés de l'exercice 2025 tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports. Lesdits comptes se soldent par un bénéfice consolidé **part du groupe de 236 217 milliers d'euros**.
- Donne quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'année écoulée.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve les comptes globalisés de la Caisse régionale et de ses Caisses locales arrêtés au 31 décembre 2025, ainsi que les opérations traduites par ces comptes.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur le rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, approuve le montant global s'élevant à **138 054 euros**

de charges non déductibles, visées à l'article 39-4 de ce Code ainsi que le montant s'élevant à **35 652,45 euros** de l'impôt sur les sociétés, acquitté sur ces dépenses.

TREIZIEME RESOLUTION

Connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve lesdites conventions.

QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire **du 02 avril 2025**, est donnée au Conseil d'Administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée Générale Ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Les achats de CCI de la Caisse Régionale qui seront réalisés par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse Régionale à détenir plus de dix pour cent (10%) du nombre de CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne qui agira sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10% du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de **803 793 (huit cent trois mille sept cent quatre-vingt-treize) CCI**, et le nombre maximal de CCI détenus après ces achats ne pourra excéder 10% du nombre de CCI composant le capital de la Caisse Régionale. Toutefois, lorsque les CCI sont rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de CCI pris en compte pour le calcul de la limite de 10% prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'Administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Le montant total des sommes que la Caisse Régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI, dans le cadre de la présente résolution, ne pourra excéder **120 568 950 euros (cent vingt millions cinq cent soixante-huit mille neuf cent cinquante euros)**. L'acquisition de ces CCI ne pourra être effectuée à un prix supérieur à **150 (cent cinquante) euros par CCI**.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses CCI en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- 1) d'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- 2) de procéder à l'annulation totale ou partielle des CCI acquis, sous réserve dans ce dernier cas de l'adoption de la 15^{ème} résolution.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse Régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment de passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce à :

1. Annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, tout ou partie des CCI acquis par la Caisse Régionale, notamment en vertu de l'autorisation de rachat par la Caisse Régionale de ses propres CCI faisant l'objet de **la 14^{ème} résolution** ou d'autorisations ultérieures, dans la limite de 10% du nombre de CCI composant le capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée.
2. Réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des CCI annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Mixte **du 02 avril 2025** en la privant d'effet à partir de ce jour, est donnée pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les actions, de rendre définitives la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, de procéder à la modification corrélatrice des statuts et, généralement, de faire le nécessaire.

SEIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration à ce sujet et en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de **fixer à 650 000 euros la somme globale allouée** au titre de l'exercice 2026 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale, consultée en application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale de

rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2025 aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à **4 539 355 euros**.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de l'Assemblée pour l'accomplissement des formalités légales.

_ L'Assemblée Générale se compose de l'universalité des Sociétaires porteurs de parts à la date de la convocation (article 30 des statuts).

_ Une convocation individuelle est adressée par lettre à chaque Sociétaire au moins quinze jours avant la réunion (article 31 des statuts).

_ Les documents comptables, les rapports sur le gouvernement d'entreprise, de gestion ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes sont consultables au siège social.

_ Conformément à l'article 32 des statuts de la Caisse régionale, les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour doivent être adressées au Conseil d'Administration par les sociétaires, avec la signature du cinquième au moins de ces derniers, à compter de la publication du présent avis et jusqu'à trente jours avant l'Assemblée Générale.

Le présent avis vaut avis de convocation, sauf si des éventuelles modifications devaient être apportées à l'ordre du jour notamment à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des sociétaires.